

LE BOULEVERSEMENT DU 20 AOUT : LES FAITS ET LES HOMMES Rapport de Abane Ramdane au CNRA (1956)

«Les révolutions ont toujours tourné le dos à la démocratie et imposé une unité, qui ne pouvait être que celle d'une dictature, à la diversité d'une société divisée en classes...»

Mahfoud Bennoune

L'Oranie était représentée par son principal responsable. Quant à l'extérieur, nous avons dit qu'ils étaient avisés plusieurs mois à l'avance. Pour ce qui est du caractère islamique de la future République algérienne, le CCE considère que c'est là un argument démagogique auquel ne croient même pas ses auteurs. Les frères de la Santé n'ont pas été les seuls à contester les décisions du congrès. Il y aurait aussi Mahsas qui avait été désigné par Ben Bella comme responsable de la base de Tunis. Le congrès avait désigné Mezhoudi et Benaouda pour se rendre à Tunis afin de clarifier la situation et activer l'envoi des armes. Dès leur arrivée, ils se heurtèrent à Mahsas qui était déjà maître de la situation. Ce dernier non seulement conteste les décisions du congrès mais entreprend un travail de sape et dresse les éléments des zones frontalières (Souk Ahras, Aurès-Nemmamchas) contre le Congrès et le CCE. Le résultat est que les armes sont bloquées. Il s'ensuit une lutte anarchique entre Algériens. Ces agissements atteignent dangereusement le prestige du FLN auprès des autorités tunisiennes qui tiennent compte de la situation à leurs frontières.

La réaction de la délégation à l'extérieur tant au Caire qu'à Tunis, une lettre officielle du CCE au gouvernement tunisien et enfin l'arrivée de Ouamrane devaient isoler Mahsas qui parvint cependant à fuir.

La situation est aujourd'hui complètement rétablie et un tribunal militaire vient de clore la crise Mahsas en prononçant 13 condamnations à mort dont deux par contumace (Mahsas et Ben Boulaïd Omar).

D. La sortie du CCE

L'idée remonte à plusieurs mois. Elle émane du chef de la wilaya d'Oran qui était à la frontière algéro-marocaine et de ce fait à même de sentir le malaise qui existait entre les éléments de l'intérieur et de l'extérieur.

D'autres raisons devaient précipiter la sortie du CCE, les principales en sont :

- a. La situation confuse en Tunisie et aux zones frontalières (Souk-Ahras, Aurès-Nemmamchas).
- b. La crise d'autorité qui sévissait au sein de la délégation extérieure dont le chef était contesté par les quatre de la Santé.
- c. L'entrée des armes en Algérie.
- d. L'indispensabilité de réunir le CNRA pour faire le point.
- e. Et enfin l'atmosphère quasi-irrespirable à Alger après la féroce répression qui a suivi la grève de huit jours.

II. Le point de la situation

A. Nos forces

1. A l'intérieur

a. Le FLN

Exception faite de quelques douars qui se sont ralliés à l'armée française et qui habitent autour des camps militaires (leur chiffre est d'environ 4 à 5 par wilaya) et d'une partie de la population de certains villages et villes qui échappent à notre contrôle, tout le peuple algérien est embrigadé dans le FLN. Tous les Algériens sont membres du FLN. L'immense majorité par conviction, une infime minorité par crainte. Il nous est impossible de donner le chiffre exact des militants du FLN. Tous les Algériens participent à la lutte. Les uns éduquent, les

exact des militants du FLN. Tous les Algériens participent à la lutte. Les uns équiquent, les autres organisent, d'autres font de la propagande, ramassent des fonds, du ravitaillement, des médicaments, etc. D'autres encore prennent la garde, servent de guides dans leur douar, hébergent, renseignent et font à l'occasion le coup de feu. Ces millions d'êtres humains sont encadrés par quelques centaines de commissaires politiques (ex-militants des anciens partis politiques, jeunes lycéens et universitaires qui ont déserté les cours). Les commissaires politiques sont aidés dans leur tâche par tous les membres de l'ALN, officiers, sous-officiers et hommes de troupe qui, à l'occasion, tiennent des réunions aux militants, ramassent les cotisations, tranchent les litiges qui surgissent entre les habitants des douars et des villages. Depuis le Congrès du 20 Août la tâche des commissaires politiques est facilitée par l'élection des membres de l'Assemblée du peuple qui gèrent véritablement les affaires de leurs douars (police, état-civil, ravitaillement, garde, etc.) Les commissaires politiques, pour faire régner l'ordre, disposent de gendarmes ; de groupe de mousseblines et éventuellement de groupes de l'ALN. Indiscutablement les résultats sont plus qu'encourageants. L'administration française n'a jamais pu faire régner l'ordre qui existe aujourd'hui dans nos campagnes. Dans les villes mêmes, les délits de droit commun ont diminué dans une proportion énorme.

b. Le peuple

Le peuple c'est, nous l'avons dit plus haut, le FLN. Depuis bientôt trois années, il supporte tout le poids de la guerre. Une répression féroce s'abat sur lui. Les pertes sont lourdes. Elles sont de l'ordre de 250 à 300 000 individus (hommes, femmes, vieillards et enfants).

A cela, il faut ajouter quelques dizaines de milliers dans les prisons et les camps. Il est rare de trouver une famille algérienne qui ne soit pas touchée dans sa chair ou dans ses biens. Des familles entières ont disparu, massacrées par l'armée française, d'autres complètement ruinées ont quitté leur douar d'origine pour aller chercher refuge dans une autre région. La misère est le lot d'une fraction importante de la population. Les habitants de nombreuses régions dites (pourries) ou déclarées zones interdites suivent dans leur repli les groupes de l'ALN lors des opérations de ratissages. Ces populations sont considérées par les Français hors-la-loi et sont souvent mitraillées par l'aviation. Malgré une répression féroce et une misère effroyable, le moral demeure très bon. Tous les rapports des chefs de wilayas corroborent ce que les membres du CCE ont pu constater eux-mêmes lors de leur passage au maquis. A quoi cela est-il dû ? A plusieurs raisons : il y a d'abord le caractère algérien qui ne se plie jamais à la force brutale. Il y a ensuite cette conviction profonde chez tous, que notre victoire est certaine. C'est un sentiment qui ne se raisonne pas chez nos masses.

Le peuple croit à l'indépendance comme il croit au paradis. Vouloir l'en dissuader est peine perdue. Certes il connaît parfois des moments d'abattement mais très vite il se ressaisit et reprend confiance à la vue d'une section de nos moujahidines qui vient de désarmer une unité française dans une embuscade ou un accrochage. De plus le fait de se trouver en pleine mêlée au milieu de tous ces jeunes moudjahidines venus des villes et des campagnes l'encourage et puis il ne faut pas craindre de le dire, il n'a pas le choix. Les Français n'ont plus confiance en lui, il ne lui reste plus qu'à lutter et à mourir au milieu des siens.

Pour clore ce chapitre, nous dirons que le peuple est tout pour nous. De lui dépend la victoire ou la défaite. Le CNRA est invité à se pencher sur ses besoins qui sont de deux ordres : les armes et l'argent. Les armes lui permettront de se défendre et l'argent de se nourrir. Nous devons de l'extérieur envoyer des secours en nature et en espèces. Si nous arrivons à faire face à ces deux besoins, notre victoire est certaine et à brève échéance.

c. L'ALN.

L'ALN est l'ensemble des moujahidines, fidaïs et des moussebelines lorsque ces derniers sont armés. Les unités qui la composent sont le groupe, la section, la compagnie et le bataillon. L'ALN ne ressemble en rien à une armée de métier. L'ALN est d'abord et surtout une armée populaire qui vit et combat au sein du peuple. Exception faite de certaines régions montagneuses de Souk Ahras, des Aurès Nemmamchas et du Sud-Oran les groupes de l'ALN sont constamment dans les douars au sein de nos paysans.

(Ce texte est publié avec l'aimable autorisation de la direction de la revue Naqd. (Revue d'études et de critique sociale).

L'emploi du temps d'un groupe armé peut être schématisé de la façon suivante: le groupe arrive dans une mechta le plus souvent de nuit et s'installe dans une ou deux pièces qui sont mises à sa disposition. Le chef de groupe établit un tour de garde et désigne le premier

guetteur qui vendra réveiller son camarade une ou deux heures après.

Lorsqu'aucun travail n'est prévu pour la journée du lendemain, les hommes dorment jusqu'au lever du jour. Puis ils passent la journée à laver leur linge et à nettoyer leurs armes. Si l'ennemi est signalé par les guetteurs qui montent une garde vigilante sur les crêtes, le groupe se met vite en tenue de combat. Dans le cas où il existe dans les environs une zone de repli (forêt, ou terrain accidenté) les moujahidines quittent la mechta et se camouflent. Dans le cas où le terrain est plat, alors ils choisissent l'emplacement et se mettent en position de combat et attendent l'ennemi. Le combat est engagé et dure très souvent jusqu'à la tombée de la nuit. L'obscurité permet généralement aux nôtres de franchir les lignes ennemies et de sortir du cercle.

La guerre pour nos moujahidines ne consiste pas seulement à se défendre, très souvent ils prennent l'initiative et attaquent, c'est le cas par exemple de l'embuscade ou de l'attaque des postes ennemis. L'embuscade est l'opération la plus payante. Les nôtres choisissent le lieu de l'embuscade et attendent passionnément le passage de l'ennemi pour l'attaquer par surprise. L'effet de surprise est terrible et très souvent les nôtres arrivent à massacrer et à désarmer des unités françaises supérieures en nombre et en matériel. L'attaque des postes ennemis peut être un simple harcèlement ou une prise d'assaut lorsque des complicités existent à l'intérieur du camp ennemi.

Les unités de l'ALN comprennent une proportion importante de fellahs. Seuls les cadres sont généralement citadins ce qui donne à l'ALN un caractère profondément populaire trait que nous ne devons jamais perdre de vue si nous voulons nous éviter des déboires dans l'avenir. Le moral de l'ALN malgré la vie dure qu'elle mène est excellent. Aucun moudjahid ne parle de négociations, le thème des conversations est toujours le même : l'indépendance et surtout le grand défilé de la libération à Alger.

Le CNRA ne doit pas se fier à cet optimisme. Certes l'enthousiasme est un atout puissant entre nos mains, cependant nous devons tout faire pour fournir à ces hommes qui ont tout sacrifié les moyens de se défendre et de vaincre.

L'effectif de l'ALN est de l'ordre de 50 000 moudjahidines et fidaïne qui se répartissent ainsi : Base de Souk-Ahras : 4 000 ; wilaya n°1 : 10 000 ; wilaya n°2 : 6 000 ; wilaya n°3 : 12 000 ; wilaya n°4 : 4 000 ; wilaya n°5 : 6 000 ; wilaya n°6 : 2 000.

L'effectif des mousseblines est aussi d'environ de 40 à 50 000. En gros nous pouvons dire que nous avons 100 000 hommes qui combattent. Ces hommes ne sont malheureusement pas tous armés. Environ 35 à 40 000 hommes sont armés d'armes de guerre, le reste de fusils de chasse et de révolvers ou sans armes du tout.

Le problème des armes sur lequel nous reviendrons plus loin reste posé.

d. Les finances

Jusqu'au Congrès du 20 Août, le FLN a pu non seulement subvenir aux besoins de la révolution à l'intérieur du pays mais à économiser environ 1 milliard.

Depuis le Congrès du 20 Août, la répression allant en s'accroissant, les ressources du FLN ont terriblement diminué. Les chefs de wilaya ont été obligés de prélever des sommes importantes sur leurs réserves. Aujourd'hui, seules trois wilayas ont encore un peu d'argent : la wilaya n°3 possède 300 millions (alors qu'elle en avait 500 le 20 Août 56), la wilaya n°2 possède 100 millions (alors qu'elle en avait 200 le 20 Août 56) et la wilaya n°5 possède 600 millions. Les autres wilayas n'ont pas de sous. Le CCE est obligé de prélever des sommes importantes en Kabylie et en Oranie pour aider Souk Ahras et les Aurès-Nemmamchas.

Le CCE attire l'attention du CNRA sur ce problème qui conditionne tous les autres. Les sources à l'intérieur sont taries. C'est à l'extérieur et à l'extérieur seulement que nous devons chercher de l'argent pour faire face aux énormes dépenses que nécessitent l'achat de grosses quantités d'armes, l'entretien d'une multitude de militants qui travaillent à l'extérieur et aussi et surtout aux besoins vitaux des populations à l'intérieur du pays qui se débattent dans une misère effroyable.

Tous les chefs de wilaya lancent un cri d'alarme. Si nous voulons maintenir et augmenter le niveau de lutte du peuple, nous ne devons pas le laisser mourir de faim.

Chacun de nous devra faire son examen de conscience. Des sommes énormes sont dilapidées par nous à l'extérieur. L'esprit d'économie n'existe chez aucun d'entre nous. Nous vivons dans des palaces et au moindre de nos déplacements, nous louons un taxi, des voyages inutiles et

des palaces et au nombre de nos déplacements, nous réduisons au taxi, des voyages maritimes et onéreux sont effectués par les nôtres. Tous les jours des millions sont ainsi gaspillés alors que le peuple dans certaines régions comme à Ténès par exemple mange de l'herbe.

Nous reviendrons sur cette question dans les perspectives d'avenir.

e. Les syndicats

Nous avons pris l'initiative en mars 1956 de créer une centrale syndicale nationale : l'UGTA. L'enthousiasme rencontré au départ fut immense. En quelques mois l'UGTA comptait pour la seule agglomération algéroise plus de 100 000 adhérents. Malheureusement l'UGTA comme toutes les organisations nationales fut prise pour cible par l'ennemi. Des arrestations massives furent opérées. Des milliers de syndicalistes sont aujourd'hui dans les camps de concentration. A neuf reprises le secrétariat national de l'UGTA a été renouvelé en moins d'un an. Aujourd'hui tous les dirigeants de l'UGTA sont arrêtés et les locaux occupés par la police et l'armée française. Seuls ont échappé trois secrétaires nationaux qui se trouvent aujourd'hui à l'étranger sont en rapport avec la CISL et les syndicats qui composent cette centrale internationale. En outre, ils participent à l'élaboration du projet d'unification des 3 centrales nord-africaines (UGTT-UGTA-UMT).

La délégation de l'UGTA à l'étranger devra se fixer pour tâche la formation des cadres grâce aux stages gratuits organisés par la CISL, de ramasser des fonds auprès de leurs camarades ouvriers en Tunisie et au Maroc, en Europe occidentale et en Amérique afin de subvenir aux besoins des familles de syndicalistes algériens emprisonnés et enfin à faire de la propagande pour l'UGTA et la Révolution algérienne dans les congrès, les conférences syndicales internationales. A côté de l'UGTA, nous avons aussi créé l'UGCA qui se trouve dans une situation identique à celle de la centrale ouvrière.

2. A l'étranger.

a. Notre délégation

Notre délégation à l'étranger représente indiscutablement une force par le nombre et par la qualité. C'est pour cela qu'elle n'a plus aucune excuse pour ne pas rendre.

La crise d'autorité qui était un grand handicap a disparu. Le chef de la délégation aidé du responsable à la logistique devra procéder à une réorganisation de tout l'étranger. Il serait souhaitable qu'il se choisisse un adjoint énergique chargé tout spécialement de veiller à l'application stricte d'une discipline de travail et un contrôle de toutes les dépenses du personnel de la délégation.

b. L'organisation du Maroc

L'organisation du Maroc est bien assise. L'effectif des militants est d'environ 6 000. Aucun Algérien habitant le Maroc n'échappe à notre contrôle. Tous contribuent, chacun dans la mesure de ses moyens, à l'effort de guerre. Les rentrées financières mensuelles sont de l'ordre de 20 à 25 millions. Cette puissante organisation nous permet de faire pression dans une certaine mesure sur les autorités marocaines et l'Istiqlal qui ne sont pas aussi bien disposés que les autorités tunisiennes et le destour à nous aider.

L'ex-zone espagnole nous est très utile. Elle sert de refuge à nos éléments et là se trouvent les organismes vitaux de la Wilaya n°5.

Avec un peu de bonne volonté les autorités marocaines pourraient nous faciliter l'installation de camps d'entraînement, d'écoles de cadres de tous genres, de centres de transmissions, etc. Il est à souhaiter qu'une imposante délégation aille rendre visite au sultan et au gouvernement marocain pour lui demander de nous aider plus efficacement.

c. L'organisation de Tunisie

Elle commence seulement à démarrer. Les crises successives ont mis par terre toute l'organisation qui, il est vrai, n'a jamais été bien solide.

Les autorités tunisiennes à l'inverse des autorités marocaines sont beaucoup plus compréhensives à notre égard. Mais les possibilités sont ici limitées. Nous n'avons ni l'équivalent de l'ex-zone espagnole, ni la masse des jeunes algériens instruits qui habitent le Maroc ? Cependant, là encore, la formation de camps d'entraînement est possible à proximité des frontières.

Si nous rencontrons au Maroc de très grandes difficultés dans l'acheminement des armes, en Tunisie nous n'avons eu jusqu'ici aucune difficulté majeure.

L'effectif des Algériens qui habitent la Tunisie et qui activent au sein du FLN est minime. Les éléments dynamiques vivent tous au maquis.

Les rentrées financières sont très faibles ; 1 à 2 millions par mois. Il est vrai que les frais de la base de Tunis sont très élevés à cause de l'aide qu'elle apporte à la base de Souk Ahras et à la Wilaya n° 1 (traitement et soins aux malades et blessés, ravitaillement et habillement, etc.).